



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
34 avenue Maunoury  
BP 60723  
41007 Blois Cedex

Parçay-meslay, le 31/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SONOPOL**

ZI Sud - Le Haut des Clos  
BP 10021  
CEDEX  
41100 Vendôme

Références : 2025/548  
Code AIOT : 0010006043

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2025 dans l'établissement SONOPOL implanté ZI Sud - Le Haut des Clos BP 10021 CEDEX 41100 Vendôme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection réalisée suite à l'incendie qui s'est déclaré le 27/07/2025 au sein de l'établissement en début de matinée :

- détection incendie à 6h30 (d'après la vidéo protection : visualisation d'étincelles au niveau des batteries de condensateur du transformateur électrique situé au rez de chaussée à partir de 6h15)
- pompiers sur site à 06h40
- incendie circonscrit à 10h38 ;

- zones touchées par l'incendie : partie administrative (bureaux, salles de réunion) et local de stockage des peintures en poudre situé au 1<sup>er</sup> étage ; environ 1 000 m<sup>2</sup> touchés (surface totale des bâtiments d'environ 6500 m<sup>2</sup>) ;
- peintures poudre concernées par l'incendie : les fiches de données de sécurité transmises par l'exploitant montrent que ces peintures ne sont pas considérées comme dangereuses (pas de mention de danger) ; environ 20 tonnes ont été prises dans l'incendie ;
- un vent d'ouest a dirigé les fumées vers la zone industrielle située à l'est ;
- les eaux d'extinction d'incendie ont été retenues au sein du bâtiment, pas de transfert vers le bassin de rétention ;
- le SDIS a précisé qu'il n'y a pas eu d'utilisation d'émulseurs lors de l'extinction de l'incendie.

Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été pris le 28/07/2025 prescrivant les mesures conservatoires (mise en sécurité, prélèvements pour analyses dans les eaux d'extinction), la remise du rapport d'accident, les conditions de remise en service et de gestion des eaux d'extinction et des déchets liés au sinistre.

Une réunion a été organisée le 29/07/2025 par les services de la préfecture :

- but de la réunion : identifier la chronologie de l'incendie, les voies d'améliorations et l'accompagnement pour la reprise ;

Services présents :

- préfecture : Directeur de cabinet, directeur de la sécurité, Secrétaire général de la sous-préfecture ;
- autres : exploitant, ARS, DDETSP, SDIS, Maire de Vendôme et son directeur de cabinet, Police municipale et DREAL.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SONOPOL
- ZI Sud - Le Haut des Clos BP 10021 CEDEX 41100 Vendôme
- Code AIOT : 0010006043
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SONOPOL de Vendôme réalise des opérations de thermolaquage pour des objets des secteurs d'activité maritime, transport, mobilier urbain, constructions métalliques, médical, habitat.

Les matières traitées sont l'acier, l'aluminium, les métaux traités à la galvanisation à chaud.

Il y a deux lignes de traitement de surfaces sur le site (tunnels d'aspersion), 3 chaînes de poudrage et une grenailleuse automatique (tunnel). Les eaux usées de rinçage sont traitées sur site par un évaporateur et recyclées.

L'exploitant a fait part lors de la visite d'inspection réalisée le 26/06/2024 des évolutions intervenues sur le site :

- démantèlement de la station de détoxification des effluents du traitement de surfaces,
- mise en place d'un évaporateur sous vide pour traiter les effluents du traitement de surfaces, avec réactifs afférents (soude),
- mise en place d'une cabine de grenaillage neuve,
- mise en place d'une cabine de métallisation neuve,
- mise en place d'une ligne de poudrage manuelle (en remplacement de l'ancienne plus petite) et d'un four en remplacement de l'ancien, plus petit.

L'établissement emploie 45 personnes, le bâtiment a une surface de 6500 m2.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rapport d'accident/incident	Code de l'environnement du 28/07/2025, article R.512-69	/	Mesures d'urgence, Demande d'action corrective	15 jours
2	Eau-plan des réseaux - NC11 VI 18022019	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
3	Vannes d'isolement du bassin de rétention des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.2.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
4	Bassin de rétention des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.7.7.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
6	Gestion des déchets issus de l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 5.1.4	/	Demande d'action corrective, Mesures d'urgence	15 jours
9	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010,	/	Demande de justificatif à	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	électriques	du 13/08/2010, article 7.3.5		justificatif à l'exploitant	
10	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.7.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Consigne de sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.7.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.2.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Gestion des déchets non concernés par l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 5.1.3	/	Demande d'action corrective	2 mois
15	Règles de gestion des stockages en rétentions	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.5	/	Demande d'action corrective	2 mois
16	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 1.6.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Sols-rétentions	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.8	Sans objet
7	Surveillance - Astreinte	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.3.3	Sans objet
8	Résistance au feu	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.3.4.3	Sans objet
11	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.7.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rapport d'accident/incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/07/2025, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport accident
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a été prévenue de l'incendie par le commissariat de Vendôme à 7h40 et a pris contact par la suite avec l'exploitant. Compte-tenu que l'inspection a été prévenue rapidement par le commissariat de Vendôme et qu'ensuite elle a pu contacter l'exploitant, ce point n'est pas considéré comme en écart.  Cette visite réactive ayant été réalisée le lendemain de l'incendie, l'exploitant n'a pas eu le temps d'établir et de communiquer le rapport d'accident. L'inspection a transmis à l'exploitant un modèle de rapport du BARPI ( Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels) afin qu'il le complète et le transmette à l'inspection dans un délai maximal de 15 jours. Ce rapport doit contenir un maximum de détail concernant les causes, conséquences l'incendie.  <b>=&gt; L'exploitant n'a pas encore transmis le rapport d'accident au préfet et à l'inspection des installations classées précisant, notamment, les circonstances et les causes de l'incendie, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident/incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Il pourra pour ce faire utiliser la fiche de notification d'accident/incident du Bureau d'analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI) téléchargeable sur le site <a href="https://www.aria.developpementdurable">https://www.aria.developpementdurable</a>.</b>

Ces éléments sont repris dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 28/07/2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

N° 2 : Eau-plan des réseaux - NC11 VI 18022019

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/09/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), les secteurs collectés et les réseaux associés, les ouvrages de toutes sortes (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques, compteurs...), les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le 12/11/2024 via l'outil GUNenv le plan des réseaux mis à jour suite à la suppression de la station de traitement et à la mise en place d'un évaporateur (plus de rejets d'eaux industrielles traitées). Les deux vannes manuelles d'isolement, situées au niveau du bassin de rétention, sont représentées sur le plan mais pas identifiées clairement dans la légende. L'exploitant veille à disposer en tout temps du plan précité.

<p>=&gt; Les deux vannes manuelles d'isolement, situées au niveau du bassin de rétention, sont représentées sur le plan mais pas identifiées clairement dans la légende.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Vannes d'isolement du bassin de rétention des eaux pluviales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 4.2.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vannes manuelles</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. A ce titre, le bassin d'orage vers lequel sont dirigées toutes les eaux pluviales ou collectées sur le site, est équipé de 2 vannes manuelles de sectionnement. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par une consigne. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Deux vannes d'isolement sont présentes au niveau du bassin d'orage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- chacune est signalée par une pancarte, néanmoins, l'éloignement des pancartes n'a pas permis de vérifier l'inscription sur celles-ci : <b>l'exploitant doit justifier que les pancartes sont lisibles.</b></li> <li>- de la végétation est présente devant chacune des deux vannes : <b>l'exploitant doit justifier que les vannes sont actionnables et efficaces (pas de fuites) ;</b></li> <li>- de la végétation est toujours présente entre le grillage et la bâche : l'accès aux vannes est restreint.</li> </ul> <p>=&gt; <b>L'exploitant doit justifier que les deux vannes d'isolement présentes au niveau du bassin d'orage sont convenablement signalées, actionnables et efficaces et que leur accès ne soit pas</b></p>



restreint.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Bassin de rétention des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.7.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/09/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage est collecté dans un bassin de confinement , équipé d'un déversoir d'orage placé en tête. Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction) sont raccordée à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 360 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suite à un accident (incendie ou déversement accidentel de produits polluants) suit les principes imposés par les articles 4.3.7, 4.3.9 et 4.3.12 du présent arrêté traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Ces 2 bassins sont confondus. Ainsi, en fonctionnement normal, les eaux pluviales sont dirigées via un réseau de canalisations vers le bassin d'orage / confinement des eaux incendie commun à la société SONOPOL et à la société mitoyenne et localisé à cheval sur les parcelles des 2 sociétés (capacité 500 m3). L'exploitant met en œuvre toutes dispositions nécessaires pour prévenir la pollution de l'environnement extérieur en cas d'accident, notamment par le confinement des eaux d'extinction d'incendie. Le bassin d'orage dispose à cet effet de 2 vannes manuelles (sur les 2 canalisations du réseau public de collecte des eaux pluviales). Une procédure commune aux 2 sociétés imposant la fermeture de ces 2 vannes en cas d'incendie sur l'un des 2 sites est établie. Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Ils sont accessibles et clairement signalés. Au plus tard pour le 30 juin 2012, l'exploitant doit réaliser les travaux nécessaires pour que l'étanchéité du bassin d'orage et de confinement des eaux d'extinction d'incendie soit garantie.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux d'extinction de l'incendie ont été confinées au sein du bâtiment dans les rétentions des ateliers. Voir point de contrôle suivant.</p> <p>Toutefois, l'exploitant a indiqué avoir, dès son arrivée sur site, fermé les deux vannes d'isolement du bassin de rétention (environ une demi-heure après le début de l'incendie).</p> <p>Une bâche recouvre le bassin afin qu'il soit étanche.</p> <p>La présence d'eau est constatée au fond du bassin : l'exploitant a indiqué que cela est dû aux précipitations des derniers jours. L'exploitant doit s'assurer que ces eaux ne contiennent pas d'eaux d'extinction d'incendie (voir point de contrôle n°6 du présent rapport).</p> <p>De la végétation, notamment de type arbuste, est présente en plusieurs endroits du bassin : l'étanchéité du bassin, notamment au niveau des zones où se trouvent de la végétation, en est affectée (la bâche est notamment percée au niveau de la base d'un arbuste).</p> <p><b>=&gt; L'exploitant doit rendre le bassin de rétention pleinement opérationnel en retirant la végétation qui y pousse et en reprenant l'étanchéité.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 5 : Sols-rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Un dispositif, empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu.</p> <p>Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du titre 5 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que les eaux d'extinction d'incendie, environ 277 m<sup>3</sup>, sont confinées dans les rétentions du bâtiment ;</li> <li>- que la société SARP est intervenue pour prélever un échantillon d'eaux d'extinction: d'après les</li> </ul>

premières analyses le pH serait de 7 et présence d'environ 1 % de polluant ; - que la société ORTEC va également venir prélever un échantillon pour analyses ; - que les opérations de pompage, d'évacuation et de traitement des eaux d'extinction vont être réalisées par l'une de ces sociétés (voir point de contrôle n°6 du présent rapport).  => <b>Pas d'écarts constatés.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Gestion des déchets issus de l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets issus de l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant traite ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet au titre de la législation sur les installations classées. L'exploitant est en mesure de justifier l'élimination des déchets dangereux. Les documents justificatifs sont conservés 3 ans.
<b>Constats :</b>  Déchets issus de l'incendie : eaux d'extinction présentes dans les rétentions du bâtiment et celles éventuellement présentes dans le bassin de rétention, résidus de l'incendie notamment suite à la combustion des 20 tonnes de peinture en poudre. Le SDIS a indiqué qu'il n'y a pas eu d'utilisation d'émulseurs lors de l'extinction de l'incendie.  => <b>L'exploitant transmet les justificatifs d'évacuation/d'élimination des eaux d'extinction et des déchets issus de l'incendie dans les filières autorisées.</b>  <b>Ces éléments sont repris dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 28/07/2025.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Mesures d'urgence
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 7 : Surveillance - Astreinte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance - Astreinte

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site est équipé d'un système de détection anti-intrusion.</p> <p>La surveillance des accès du site doit être assurée en permanence par le personnel d'encadrement pendant les heures de travail.</p> <p>En dehors des heures ouvrables, les alarmes (incendie, gaz, anti-intrusion) sont reportées auprès d'une société de télésurveillance.</p> <p>Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les heures non ouvrables, L'exploitant établit une consigne à destination de la société de télésurveillance précisant les actions à mener en cas de déclenchement d'une alarme (procédure d'alerte).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que la détection incendie a fonctionné : l'alarme a été reportée auprès de la société de télésurveillance FICHET BAUCHE qui a notamment appelé le directeur de l'établissement puis le responsable maintenance qui est arrivé sur site avant les pompiers.</p> <p>Le point concernant la procédure d'alerte est vu au point 12 du présent rapport.</p> <p><b>=&gt; Pas d'écarts constatés.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Résistance au feu

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.3.4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Résistance au feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SONOPOL est séparée de la société mitoyenne par un mur coupe-feu REI* 120 et porte coupe-feu de degré 1 h. Cette porte est maintenue fermée en permanence.</p> <p>Les bureaux sont isolés de la zone de production par des murs coupe-feu REI* 60 et des bloc-portes coupe-feu de degré ½ h. Les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles.</p> <p>*R : capacité portante E : étanchéité au feu I : isolation thermique.</p> <p>Les classifications sont exprimées en minutes (120 : 2 heures).</p> <p>Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchées afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs.</p> <p>Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la paroi de séparation, restituant le</p>

degré coupe-feu de la paroi traversée.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le mur coupe-feu présent entre le local d'entreposage des peintures poudre et le reste de l'atelier a permis de limiter la propagation de l'incendie à l'atelier abritant les activités d'application de peinture, de traitement de surfaces et de grenailage.</p> <p>L'exploitant veillera notamment à respecter cette prescription dès le redémarrage de l'activité ou proposera des mesures compensatoires adaptées.</p> <p><b>=&gt; Pas d'écart constaté.</b></p> <p><b>Ces éléments sont repris dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 28/07/2025.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Un compte-rendu de vérification périodique (APSAD - Q18) est délivré chaque année à l'issue de la vérification annuelle des installations électriques et des éventuelles mesures correctives associées.</p> <p>L'exploitant procède également à des contrôles annuels par thermographie infrarouge. Un compte-rendu de vérification périodique (APSAD - Q19) est délivré chaque année à l'issue de ces contrôles annuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>L'exploitant doit transmettre les derniers rapports de vérification de l'installation électrique et du contrôle par thermographie infrarouge.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 10 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.7.2
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. Les moyens de secours (RIA, extincteurs, détection automatique d'incendie, exutoires de fumées ...) sont vérifiés à minima une fois par an.
<b>Constats :</b>  <b>L'exploitant doit transmettre les derniers rapports de vérification des moyens de secours (RIA, extincteurs, détection automatique d'incendie, exutoires de fumées ...).</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 11 : Ressources en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :  - Un réseau fixe d'eau incendie alimentant 7 robinets d'incendie armés et protégé contre le gel. Les RIA sont répartis dans l'atelier, situés à proximité des accès et disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par le jet de 2 lances incendie en directions opposées ; - 2 poteaux incendie normalisés situés à proximité du site doivent pouvoir apporter un débit de 240 m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures ; - Une réserve d'eau constituée au minimum de 120 m <sup>3</sup> appartenant à la SELC (avec remplissage automatique) est rendue accessible aux engins pompes des services de secours en toutes circonstances. L'exploitant s'assure régulièrement de la disponibilité opérationnelle permanente de cette réserve d'eau. Au plus tard pour le 30 juin 2011, un portillon est installé pour permettre l'accès du personnel à cette réserve depuis l'établissement.

<p>- Des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</p> <p>Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.</p> <p>Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.</p> <p>Au plus tard pour le 30 juin 2011, les zones d'interdiction de stationner réservées à la mise en aspiration et l'alimentation des engins pompes sont matérialisées au sol à proximité des poteaux incendie et de la réserve incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que les services de secours ont utilisé la réserve d'eau situé en périphérie de l'établissement ainsi que le poteau incendie le plus proche de l'installation.</p> <p>La réserve d'eau ayant été en grande partie vidée, l'exploitant veillera à ce qu'elle soit reconstituée au moment de la reprise d'activité.</p> <p>Lors de la réunion du 29/07/2025 organisée par les services de la préfecture le SDIS a indiqué qu'il n'y a pas eu de difficultés majeures mais que la réserve d'eau actuelle, bassin à l'air libre, est perfectible (colmatage pouvant être dû à des boues, poissons...). Le SDIS conseille l'installation d'une réserve incendie en citerne souple.</p> <p><b>=&gt; Pas d'écarts constatés.</b></p> <p><b>Ces éléments sont repris dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 28/07/2025.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Consigne de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.7.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement et accueil secours</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,</li> <li>- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur,</li> <li>- l'accueil des secours extérieurs, notamment pendant les horaires de fermeture du site, pour</li> </ul>

permettre l'accès des secours aux bâtiments.
<b>Constats :</b>  Les consignes « procédure d'alerte », « procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site » et « accueil des secours extérieurs » n'ont pas été vues au niveau de l'entrée du bâtiment.  <b>=&gt; L'exploitant doit justifier qu'il dispose des consignes « procédure d'alerte », « procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site » et « accueil des secours extérieurs » tenues à jour et qu'elles sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 13 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué qu'environ 20 tonnes de matières premières (peinture poudre et autres produits associés) ont été prises dans l'incendie.  <b>=&gt; L'exploitant doit transmettre les éléments permettant de justifier de la nature et des quantités des matières premières prises dans l'incendie.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 14 : Gestion des déchets non concernés par l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 5.1.3
--



<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégés des eaux météoriques. Les cuvettes de rétention doivent répondre aux exigences de l'article 7.6.3 du présent arrêté. Les déchets constitués ou imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques sont conservés en attendant leur enlèvement dans des récipients clos. Ces récipients sont étanches. L'exploitant dispose à proximité d'extincteurs ou de moyens de neutralisation appropriés au risque.</p> <p>L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la présente inspection, il a été constaté la présence de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 37 GRV, de capacité unitaire de 1 000 litres, de concentrât de chaîne de traitement de surface, hors rétention et exposés aux eaux météoriques ; l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier si ces déchets sont dangereux ou non, dans cette attente ils sont considérés comme dangereux.</li> <li>- environ 40 big-bag (environ 1 m<sup>3</sup> chacun) de résidus de peinture poudre et d'activité de grenaillage, hors rétention et exposés aux eaux météoriques : le risque de lessivage est présent.</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué que deux à trois enlèvements par an sont réalisés pour ces déchets afin d'en limiter les quantités présentes sur site.</p> <p><b>=&gt; 37 GRV contenant des déchets liquides considérés comme dangereux ne sont pas associés à une rétention et 40 big-bag contenant des déchets solides (résidus de peinture poudre et résidus de grenaillage) sont exposés aux eaux météoriques.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 15 : Règles de gestion des stockages en rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 7.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Deux GRV de 1 000 litres chacun, permettant la récupération des concentrats issus de l'évaporateur, sont stockés sous un abri et sur rétention mais ces dernières sont pleines : l'abri semble manquer d'efficacité.  => Les deux rétentions associées aux deux GRV permettant la récupération des concentrats issus de l'évaporateur sont pleines.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 16 : Modification des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2010, article 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 26/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 02/09/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de

demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par mail du 01/08/2024 l'exploitant a informé la préfecture du remplacement de la station de traitement physico-chimique par un évaporateur mais sans fournir les éléments d'appréciation et sans évoquer les autres modifications réalisées par rapport aux activités et au périmètre géographique de l'établissement (utilisation d'un local anciennement exploité par la société DELCEN).</p> <p>Les éléments d'appréciation attendus sont notamment : les plans mis à jour, l'impact des modifications sur la situation administrative (classement des activités), les rejets atmosphériques (ajout, suppression, surveillance), les rejets aqueux, la gestion des déchets (nouveaux déchets), les nuisances sonores, les risques accidentels (phénomènes dangereux avec distances d'effets le cas échéant...).</p> <p><b>=&gt; L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet toutes les modifications notables apportées aux installations décrites dans l'arrêté préfectoral du 13/08/2010 et joindre tous les éléments d'appréciation (plans mis à jour, impact des modifications sur la situation administrative (classement des activités), les rejets atmosphériques (ajout, suppression, surveillance), les rejets aqueux, la gestion des déchets (nouveaux déchets), les nuisances sonores, les risques accidentels (zonage des dangers, phénomènes dangereux avec distances d'effets le cas échéant...)).</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois